

Turquie : L'Europe divisée

La semaine dernière, les bancs du Conseil de l'Europe ont vibré de la fureur du débat qui a opposé partisans et adversaires de la junte militaire turque. Un clivage gauche-droite s'est affirmé à cette occasion entre ceux qui, comme les socialistes grecs, français, belges, hollandais, portugais et espagnols ont voté l'expulsion de la Turquie du Conseil et ceux — les conservateurs britanniques pour ne pas les nommer, — qui l'ont empêchée.

A la suite du secrétaire général de l'Otan, Joseph Luns, et de Ronald Reagan, l'ensemble des partis de droite européens ont donc choisi de ne pas aliéner le régime de Kenan Evren de ses bases occidentales. En cette ère de tension sur fond de guerre froide, le maintien de la Turquie à l'intérieur du camp occidental passe donc avant la dénonciation de répression de la gauche syndicale et politique,

comme de la torture érigée au rang d'institution ou de la loi martiale en tant que droit commun de tout un peuple.

Plus que la Pologne, la Turquie divise l'Occident parce que le problème posé par la dictature militaire turque tourne autour de deux maîtres mots, terrorisme et répression, qui agitent aujourd'hui la psyché d'un nombre croissant de nos sociétés.

Chasse aux sorcières

La junte de Kenan Evren a, on le sait, pris le pouvoir le 12 septembre 1980 avec pour programme l'éradication totale du terrorisme qui était en passe de plonger ce pays dans l'anarchie. Elle porte aujourd'hui à son actif d'avoir atteint son but. Le calme et non pas seulement l'ordre, affirment les généraux turcs, règnent dans les villes et



« TC » — LUNDI 1^{er} FEVRIER 1982

les campagnes. Le coup d'Etat aurait donc été une « nécessité » et les généraux turcs de jurer leurs grands dieux de leurs bonnes intentions, notamment de leur désir de rendre la Turquie à la démocratie dès la fin 1983.

Depuis le coup d'Etat, le pays placé sous le régime de la loi martiale est donc devenu le

Der sowjetische Vize-Außenminister Leonid Iljitschow hatte in seiner Rede von einer „unverschämten Erklärung“ Haigs gesprochen. Die USA, die faschistische Militärregime in Lateinamerika und Südafrika unterstützen, hätten kein Recht zur Anklage gegen die polnische Militärregierung. (...)

Freilich konterte Haig meisterhaft und für einen ehemaligen Berufsmilitär ungewöhnlich flexibel und schlagfertig. Das alte Klischee, Türkei sei gleich Polen, entkräftete Haig mit dem Hinweis, daß die türkischen Militärs zur Verfassung zurückkehren wollen und sie nur mit einem Terrorismus aufräumen, den es in Polen nie gegeben habe.

in: L.W. 40. 2. 1982

théâtre d'une véritable « chasse aux sorcières ». La police et l'armée traquent partout les « terroristes » et cela, font remarquer ses chefs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Pourtant cette « chasse » ne se limite pas aux seuls auteurs des attentats qui se sont déroulés de 1975 à 1980, mais s'étend en fait à l'ensemble des partis politiques, et aux syndicats, spécialement les syndicats de gauche comme la Disk, une confédération ouvrière, ou Tob Der, une confédération d'enseignants, ou encore Koy-Koop, le syndicat des agriculteurs turcs.

S'agit-il de traquer les terroristes, coupables d'entrisme au sein des partis ou des syndicats ? Il ne le semble pas. Ce qui apparaît aujourd'hui en Turquie c'est que la junte est en train de démanteler les appareils syndicaux et politiques de la paysannerie, de la classe ouvrière comme ceux des classes moyennes au nom de la lutte antiterroriste. C'est le sens des procès intentés à la Disk, c'est le sens de la répression à laquelle se trouve actuellement soumis le monde du travail.

Comme l'indiquait le rapport de la mission de la Confédération européenne des syndicats (CES) sur la mission de son secrétaire général adjoint Jon-Ivar Nalsund, du 18 au 22 avril 1981, le démantèlement de la Disk s'est par exemple effectué en plusieurs étapes. Dès le coup d'Etat de 1980, les militaires ont fait arrêter les cadres du syndicat, puis, six mois plus tard ils instruisaient le procès de cette organisation afin de la fermer définitivement et confisquent ses biens. La troisième étape est en cours, c'est le procès intenté à 52 dirigeants de la Confédération qui tous risquent la peine de mort. Ce ne sont plus des terroristes ou

leurs complices que l'on juge, ce sont des dirigeants syndicaux que l'on accuse, sans preuve concrète, d'être des crypto-communistes, des ennemis de l'Etat turc.

Démanteler la gauche

La Disk est attaquée en tant que syndicat attaché à la lutte des classes et non point à la collaboration de classes comme le syndicat Turk-Is qui lui reste autorisé et dont les dirigeants détiennent des responsabilités au sein du régime.

Le vocable du terrorisme sert donc de prétexte à un amalgame qui recouvre en fait l'ensemble de la politique répressive du gouvernement Evren. En Italie, en Espagne, l'existence d'organisations terroristes n'a pas jusqu'à présent suffi à permettre l'établissement de la dictature parce qu'il reste assez de responsables et de citoyens de ces pays pour penser que le terrorisme est davantage la conséquence d'une situation de crise politique et sociale que sa cause. En Turquie, comme en Espagne sous Franco, le terrorisme avec toutes les possibilités qu'il ouvre aux provocateurs sert de prétexte à l'écrasement des organisations politiques et sociales représentatives, comme à la mise au pas du monde du travail.

Un monde du travail qui ne reste d'ailleurs pas inactif, comme en témoignent les mouvements de grève spontanés que l'on a pu observer à Istanbul au mois de janvier dans les usines Profilo et Philips ou encore à la raffinerie de pétrole Ali AGA d'Izmir.

Au terrorisme a succédé la torture, aux grèves sauvages l'occupation militaire des usines (comme à Profilo-Istanbul).

Le débat ouvert n'est donc pas celui de l'ordre et de l'anarchie, il serait plutôt celui du type de solutions qu'il convient d'apporter lorsqu'une société comme celle de Turquie qui, pour appartenir nationalement à l'Europe, n'en fait pas moins partie du tiers monde, est heurtée de plein fouet par la crise économique internationale.

Lorsque l'on juge la Disk, ce n'est pas le terrorisme qui est en cause, c'est en fait un certain type d'Etat, une philosophie de l'ordre au moment où les questions stratégiques ont tendance de plus en plus à tenir

Polnische Passion

was tat
dieses volk,
daß man es
mit dem unrecht
des krieges — dem kriegsrecht —
überzog?

das volk fragte
„freiheit“.
erst leise.
dann dringlicher.
dann so laut, daß
die macht es nicht mehr
überhören konnte.

und wie antwortete
die macht?
mit tödlichen schüssen
auf die fragenden.

aber da ein ganzes
volk fragt,
wird die macht ein
ganzes volk erschießen
oder die frage
„freiheit“ mit
„freiheit“
beantworten müssen.

aber noch hält
sich die macht mit
der erklärung des
kriegsrechtes im eigenen
land,
mit der erklärung des
krieges ans eigene
volk.

Josef Reding

in: P.-F. 2/82

le premier rang dans les priorités des super-Grands.

Une condamnation des dirigeants de Disk créerait à n'en pas douter un dangereux précédent. Elle justifierait, comme s'emploient à le prouver les organes de presse prosoviétiques ou staliniens, ce qui se passe en Pologne, elle risquerait aussi de donner des idées à certains militaires qui, outre-Pyrénées, aimeraient bien se mettre à l'école de leurs collègues turcs ou polonais.

Philippe FLANDRIN

in: La Croix, 3/2/1982



in: Le Monde 22/12/1982